

Priorité à l'action sociale

Jean Sylla a rappelé la position du groupe communiste, lors de l'ouverture de la session budgétaire

Lors de l'ouverture de la session du Conseil Général consacrée au budget primitif du département, Jean Sylla, au nom du groupe communiste, a été conduit à rappeler les positions du Pcf sur cette question, en insistant tout particulièrement sur la nécessité d'apporter une aide de la collectivité aux travailleurs privés d'emploi, et aux familles les plus déshéritées.

«Au cours des dernières sessions du Conseil Général, le Groupe Communiste avait mis en évidence les lourdes conséquences pour les travailleurs et leur famille de la politique d'austérité menée par la majorité de Monsieur Giscard d'Estaing.» a rappelé Jean Sylla.

«Outre le «redéploiement» des firmes multinationales, l'élargissement du Marché Commun et l'intégration Européenne vont encore aggraver la crise, accroître le chômage

et les difficultés d'une grande majorité des Français, de ceux qui créent les richesses nationales.

Nous ne pensons pas que les quelques actions ponctuelles, à la charge des contribuables du département, qui nous sont proposées régleront les problèmes de l'emploi.

Nous considérons qu'il est possible de réduire certaines dépenses et de s'opposer à tous les transferts de charges de l'Etat sur le dos du départe-

ment, afin de pouvoir ainsi aider les travailleurs privés d'emploi en créant, comme cela se fait d'ailleurs dans plusieurs départements, un Fond d'Aide aux Chômeurs.

Cela dit, il faut bien convenir que si une vaste politique sociale était menée à l'échelle du pays, il pourrait être possible au département et aux communes de répondre à d'autres besoins impérieux, d'étendre notamment leurs réalisations sociales et nous ne verrions pas, par exemple, figurer au budget départemental d'investissement que nous propose Monsieur le Préfet, 0,10% à l'Équipement Sanitaire et Social.»

Le Conseiller Général a poursuivi :

«Notre Groupe pense qu'en dehors d'un vrai changement

de politique, d'une véritable réduction des inégalités, il ne peut y avoir de progrès social.

Cependant, notre



Jean Sylla

Assemblée ne peut continuer à ignorer plus longtemps la pauvreté dans laquelle s'installe de jour en jour un nombre toujours plus grand de familles.

Pour nous, augmenter la part du budget aux affaires sociales c'est un choix délibéré pour venir en aide aux familles les plus déshéritées.»

ASSEMBLÉE NATIONALE

Les transports militaires sur la sellette

Raymond Maillat dénonce l'annulation de l'indemnité compensatrice traditionnellement versée à la SNCF

La Sncf sera, cette année, privée de l'indemnité, d'un montant de 2 millions de francs, que l'Etat aurait dû lui verser pour compenser les réductions de tarifs accordées aux militaires. Ainsi vient d'en décider le gouvernement. «On constate, a souligné Raymond Maillat, député de l'Oise, à l'Assemblée Nationale, que les économies budgétaires correspondent toujours des réductions de mesures sociales.»

«Cette proposition est surprenante, a poursuivi R. Maillat, car, quelles qu'en soient les motivations, qui devraient d'ailleurs être portées à la connaissance du Parlement, l'annulation de crédits intervient dans le même temps où le contingent réclame, à juste titre, la gratuité des transports et obtient pour toute réponse une avalanche de sanctions et de lourdes peines.

Le gouvernement préfère annuler des crédits accordés, plutôt que de satisfaire une juste revendication. Nous en prenons acte !

Pour toutes ces raisons, le groupe communiste votera contre cet article.»

D'autre part, toujours dans le domaine militaire, l'assemblée a eu à se prononcer sur

une demande d'autorisation de programme et de crédits de paiement supplémentaires, mais sans en connaître l'affectation exacte. «Ce qui est proprement scandaleux, a souligné Raymond Maillat, et montre dans quelle estime le gouvernement tient l'assemblée.»

Le député communiste a poursuivi :

«Un peu plus de la moitié des crédits de paiement supplémentaires sont destinés à compenser les frais occasionnés par les «opérations exceptionnelles». Mais de quelles opérations exceptionnelles s'agit-il ? Des interventions militaires du gouvernement français dans les affaires intérieures des peuples africains ? S'agit-il des frais occasionnés par le stationnement des troupes françaises au Liban ?

Nous n'en savons rien.

Le groupe communiste ne votera pas les crédits destinés à financer la politique que le gouvernement mène en Afrique. Les opérations militaires au Zaïre, au Tchad, au Sahara occidental, n'ont rien à voir avec une véritable politique de défense nationale.

Notre politique militaire ne devrait avoir d'autre but que de maintenir le pays dans la paix, d'assurer l'intégrité et la sécurité de la nation. Il est indigne de la France que son armée soit mise au service de régimes corrompus et des intérêts égoïstes du grand capital français qui cherche, en Afrique, de nouvelles sources de profits nécessaires à son redéploiement.

Quant aux frais occasionnés par le Plan Polmar — la lutte contre la marée noire sur les côtes bretonnes — nous tenons à rappeler que l'utilisation du contingent à ce genre d'opération revient à transformer le service militaire en service civique. Certes, nous ne sommes pas contre l'utilisation des militaires en cas de catastrophes nécessitant l'intervention urgente de moyens



Raymond Maillat

importants. Mais leur intervention doit être toujours destinée à hâter le début des secours et doit prendre fin dès que les institutions civiles compétentes sont en mesure de faire face à la situation.»

Le décès du président algérien H. Boumediène :

Message de condoléances du PCF

Immédiatement après l'annonce du décès du Président algérien Houari Boumediène, Maurice Bambier, au nom de la direction départementale du Pcf, a adressé un message de condoléances à la section de l'Oise de l'Amicale des Algériens en Europe.

Voici le texte de ce message :

«La mort du Président Houari Boumediène nous peine profondément. Pendant de longues années, le peuple algérien a mené la lutte pour son indépendance, soutenu par les communistes français. Dans cette lutte, le président Boumediène a joué un rôle important; depuis le 19 mars 1962, il a contribué à renouer avec la France des contacts normaux.

Les rapports cordiaux entre le FLN et le PCF sont les témoignages de cette grande amitié qui lie les travailleurs français et algériens qui luttent ensemble dans notre pays contre l'exploitation capitaliste.

En vous renouvelant nos très sincères condoléances, nous sommes persuadés que l'Algérie socialiste, telle que l'a voulu le Président Boumediène, continuera son édification.»